



Aide aux personnes âgées : l'insoutenable mépris de l'Etat.

L'étranglement financier à l'œuvre depuis des années dans ce secteur, en établissement et à domicile, est tel qu'aujourd'hui ce dispositif est en situation de rupture.

L'Etat ne semble pas prendre la mesure réelle de la situation. Les syndicats de salarié-es (*CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, SUD, UNSA*) de la santé, du social, des services publics et de retraité-es, appellent à l'action par la grève le 30 janvier 2018 dans une totale unité. Ils sont soutenus par l'AD-PA, les organisations de retraités et les familles. On peut dire que cette unité au-delà des organisations syndicales est inédite. D'autres organisations, comités de défenses, collectifs d'usager-e-s, collectifs santé, appellent aussi à soutenir le mouvement et être présents lors des mobilisations. **Une telle unanimité témoigne d'une situation à ce point dégradée que l'on peut parler d'urgence nationale sur un sujet de société.**

A la veille d'une journée de grève nationale à laquelle les professionnels d'établissements et services à domicile répondront massivement, parce qu'ils n'en peuvent plus, le rendez-vous qui nous avez été initialement proposé par le cabinet de l'Elysée vient d'être annulé.

Par ailleurs, la Ministre de la Santé semble ne pas pouvoir recevoir nos huit organisations. **Pour l'intersyndicale et les directeurs, il est inadmissible de ne pas prendre en compte la souffrance au quotidien que subissent professionnel-les, et par là même personnes âgées et familles, des dispositifs accompagnement, à domicile ou en établissements.** C'est mépriser et rompre le dialogue, c'est pourquoi l'intersyndicale et l'AD-PA réitèrent leur demande d'être reçus par le Président de la République, le Premier Ministre et la Ministre des Solidarités et de la Santé. Ce sont des décisions politiques qui sont indispensables.

L'heure n'est pas à culpabiliser ou individualiser, à renvoyer chaque établissement ou service à une *évaluation, qui part ailleurs existe déjà*. Nous avons entendu, parmi bien d'autres propos que nous ne partageons pas sur la réalité de la situation des structures, que Mme Buzyn déclare néanmoins que *"L'objectif est l'augmentation des postes pour tendre progressivement vers ce fameux ratio de un pour un, que nous ne pouvons atteindre aujourd'hui pour des raisons structurelles et budgétaires"*. C'est cela le cœur de ce que nous voulons discuter précisément.

Il est donc logique et naturel de le discuter avec les responsables de l'Etat, en premier lieu le Président de la République, ainsi qu'avec ceux qui peuvent décider des orientations budgétaires. L'heure est à la prise en compte politique et financière, à l'ouverture de négociations sur la base des revendications portées par le mouvement.

Il est de la responsabilité de l'Etat d'entendre ce qu'expriment personnes âgées, familles et professionnels, sur cette urgence sociale.

Paris le 28 janvier 2018.